



MOUVEMENT OUVRIER CHRÉTIEN

Jeudi 21 avril 2011

Semaine sociale 2011 Discours de conclusions et d'actualité politique

Chères amies, chers amis,

Quelques mots d'abord sur le contenu de la Semaine Sociale qui se clôture.

Le bel avenir de la sécurité sociale: hier, plusieurs des intervenants se sont demandés s'il fallait mettre au bout de ce joli titre, un point d'interrogation ou un point d'exclamation.

Je crois qu'au bout de ces deux journées, la réponse peut être donnée: c'est bien un point d'exclamation qu'il faut y ajouter.

Pierre Reman nous a d'abord montré combien les 4 forces qui sont celles de notre protection sociale, à savoir sa fonction, ses acteurs, ses valeurs et sa légitimité ont pu depuis plusieurs décennies permettre une évolution qui est globalement positive, et d'améliorer sensiblement la situation sociale dans un environnement économique et sociopolitique particulièrement hostile, avec toutefois un problème, et il est de taille: celui des inégalités, entre les hommes et les femmes, à l'égard des jeunes peu qualifiés, au sein du groupe des pensionnés. Ces inégalités sont évidemment le défi qui doit nous mobiliser, j'y reviendrai.

Paul Palsterman a rappelé que la sécurité sociale, ce sont par nature des transferts basés sur un principe de solidarité, et que vouloir remettre en cause ces transferts ne pouvait conduire qu'à démanteler tout le système et à terme à limiter les prestations. C'est donc un projet idéologique, néo-libéral, dont les conséquences seraient nécessairement un recul social pour l'ensemble du monde du travail, dans le nord et dans le sud du pays.

En comparant les différents systèmes à l'oeuvre dans les pays européens, **Gaby Clotuche** a mis en évidence les avantages du modèle Bismarkien, basé sur la cotisation sociale et les assurances collectives obligatoires, en montrant comment les services nationaux dans la ligne du modèle de Beveridge, conduisent, par exemple en matière de santé, à l'émergence d'un secteur purement privé qui crée une médecine à deux vitesses et au développement des inégalités.

Une cotisation sociale à laquelle **Bernard Friot** a rendu un vibrant hommage, en appelant à ce que la cotisation, en tant que salaire socialisé, devienne, puisqu'elle a fait ses preuves dans la protection sociale, l'outil majeur du développement humain, y compris sur le plan économique.

Luc Denayer nous a rappelé les défis auxquels nous devons faire face, en particulier celui du vieillissement et la nécessité de mettre en place les mesures politiques indispensables pour faire face à ces enjeux.

On est revenu à la question fondamentale des inégalités avec **Cécile Dewandeler**, qui a tenu à remettre en cause le mythe d'une égalité entre les hommes et les femmes qui serait en marche, et qui allait être progressivement atteinte par une sorte d'évolution naturelle. Prenons garde, nous a-t-elle dit, au discours sur la nécessaire « modernisation » de la sécurité sociale qui cache des projets de réforme néo-libérale. Si nous voulons faire progresser l'égalité, nous devons faire aboutir l'individualisation des droits et des prestations.

Edgar Szok a replacé la question de la protection sociale dans le contexte du défi environnemental, en montrant que l'inégalité face aux nuisances environnementales coïncide avec l'inégalité sociale. Et qu'une politique de services collectifs et même de planification pour mettre un terme à l'immense gaspillage et à la destruction environnementale que représente la concurrence est plus que jamais nécessaire.

Après les travaux de ces deux jours, nous sommes renforcés dans notre conviction: la sécurité sociale fait partie intégrante de la solution aux crises que nous vivons de façon particulièrement aigüe ces dernières années, mais qui se succèdent depuis maintenant plus de 30 ans.

Notre sécurité sociale a un bel avenir !

À une condition, chères amies et chers amis: que nous continuions notre combat contre l'inégalité. Ou plutôt, notre combat pour l'égalité. Car nous sommes des femmes et des hommes du « oui », et nous serons alors, comme le disait hier Bernard Friot, joyeux et infatigables !

Quelques mots, maintenant, sur la situation sociale et politique, dans le monde et chez nous.

Avec, si vous le voulez bien, une question centrale: comment pouvons-nous, comme mouvement social qui a l'ambition de changer la société, tirer les enseignements et même donner un sens à ces crises multiples qui se succèdent depuis plus de 30 ans, qui provoquent de la misère et de la désespérance, et qui rendent les citoyens « déboussolés », dans une société qui provoque le stress et l'anxiété par la course à la performance et à la réussite, et, comme le dit le philosophe Marcel Gauchet, qui rendent les citoyens carrément « désenchantés » à l'égard des institutions publiques, des mécanismes de régulation collective, des acteurs politiques qui apparaissent impuissants, bref à l'égard des formes contemporaines de la démocratie.

Car la question qui se pose aujourd'hui à nos sociétés est bien celle-là, et elle est fondamentale: comment pouvons-nous faire en sorte que la démocratie reprenne le dessus sur le capitalisme ?

Nous avons souvent alerté sur les dangers de la perte d'intérêt et de confiance des citoyens vis-à-vis de la démocratie représentative, et des signes alarmants qu'est le recul de la participation active au processus électoral, avec l'augmentation des votes blancs et nuls, et l'absentéisme électoral. Nous redisons souvent l'importance de la démocratie participative, de ces pratiques diverses et variées qui permettent aux citoyennes et aux citoyens de se sentir concernés, d'être associés et mobilisés, de s'impliquer dans la gestion de la vie en commun.

Le diagnostic que nous pouvons faire à cet égard est aujourd'hui tout en contrastes.

D'un côté, dans notre pays, l'engagement volontaire est peut-être plus important qu'il ne l'a jamais été, et l'exposition que vous avez pu découvrir en arrivant ici en est une très belle illustration. Dans nos organisations, et dans beaucoup d'autres, que ce soit dans l'éducation permanente, dans l'action

syndicale ou mutuelliste, nous faisons chaque jour l'exercice concret du débat citoyen, de l'action collective, de la démocratie culturelle.

De même, ces dernières semaines, les mobilisations citoyennes, menées notamment par des jeunes, pour réclamer la fin du blocage institutionnel sont également des signes d'une réelle vigueur démocratique. Plus loin de nous, les révolutions qui se sont répandues comme une traînée de poudre dans plusieurs pays arabes, faisant tomber des dictatures que l'on pensait intouchables et indéboulonnables, sont le fait de mouvements initiés par des initiatives citoyennes plus ou moins organisées, impressionnants en tout cas par leur dynamisme et leur détermination.

D'un autre côté, nous faisons aussi le constat tous les jours de la difficulté de mener et conclure le débat démocratique qui doit organiser l'intérêt général.

L'art du compromis, la capacité de se mettre à la place de l'autre, d'entendre et de comprendre ses réalités, mais aussi le respect des règles qui doivent permettre d'organiser une vie de qualité pour toutes et tous, semblent des concepts de plus en plus ardues à mettre en oeuvre. Il faut voir dans ce « chacun-pour-soi » les effets de la marchandisation et de la commercialisation, qui placent chacun dans une relation individuelle et consumériste avec tout ce qui l'entoure (ce que Tim Jackson appelle la consommation positionnelle, c'est-à-dire la consommation effrénée d'objets qui, par la charge symbolique qu'ils portent, permettent de nous situer sur une échelle de statuts dans la société), et qui entraîne une explosion continue des inégalités, qui sont tout simplement insupportables quand des familles, chez nous, se dépêchent dans la misère et la précarité et qu'une très large part de l'humanité vit dans la pauvreté.

Le repli sur soi, les corporatismes, les nationalismes, ne sont pas des phénomènes nouveaux, ils ont de tout temps fait partie de la nature humaine, mais ils trouvent dans nos sociétés dites modernes matière à s'exprimer. D'abord en raison de la complexité des enjeux que nous avons à gérer, mais aussi et surtout parce que les solutions libérales que nous propose le capitalisme sont justement construites sur cette dimension de notre personnalité.

Comment comprendre autrement les attitudes de plus en plus massivement négatives à l'égard des prélèvements collectifs, de l'impôt, des cotisations sociales ?

Comment comprendre autrement l'éclosion un peu partout en Europe de mouvements politiques nationalistes et populistes ?

Comment comprendre autrement que des votes néerlandophones se portent massivement sur un parti qui a à son programme la mise hors jeu des organisations sociales, des reculs drastiques en matière de chômage et de protection sociale, la dérégulation du droit du travail et, soit dit en passant, la scission de la Belgique ?

Mais peut-être que c'est la désespérance et le désenchantement qui pousse ces électeurs, à l'instar des « vrais » italiens qui soutiennent la Ligue du Nord, des « vrais » finlandais qui ont voté pour le parti des « Vrais finlandais », ou des « vrais » français qui s'apprêtent à soutenir Marine Le Pen, à choisir ces partis en imaginant que ce sont eux qui sont le mieux à même de répondre à « leurs » problèmes de tous les jours, et qu'ils ne trouvent pas dans les partis de gauche le projet porteur d'espoir et les solutions crédibles qu'ils attendent pour l'éducation de leurs enfants, pour rencontrer leurs difficultés à trouver un logement ou tout simplement pour nouer les deux bouts à la fin du mois.

Si j'évoque tout ceci pour introduire ces quelques commentaires sur l'actualité politique, c'est parce qu'il me semble essentiel de réaffirmer le rôle majeur de l'éducation permanente, de la démocratie culturelle, pour sortir solidairement et durablement des crises que nous connaissons aujourd'hui.

C'est pourquoi, chères amies, chers amis, nos organisations et notre mouvement ont un défi fondamental à relever: celui de redonner du sens à l'action collective, de reconstruire une culture de la solidarité et de la fraternité.

Nous devons, avec les gens, avec toutes celles et ceux qui n'y sont pour rien dans le déclenchement de ces crises, mais qui en sont les victimes, construire quelque chose de nouveau, basé sur ce que Alain Touraine appelle dans son dernier ouvrage une *morale de la conviction, renforcée par la passion de la vie et de la liberté, capable de détruire dans son élan toutes les barrières qui s'opposent à la création d'une nouvelle société.*

C'est animé de cette morale de la conviction, ou je dirais plutôt de cette éthique de la conviction que je voudrais évoquer avec vous quelques pistes, qu'on pourrait résumer en 5 mots, comme le propose l'excellent numéro hors série du mensuel «Alternatives Economiques», au titre si simple et si clair: *Et si on changeait tout ?*

Dans l'éditorial de ce numéro, Philippe Frémeaux dit ceci: *Face aux défis écologiques, face aux inégalités qui menacent la cohésion de nos sociétés et la paix du monde, il n'est plus possible de distinguer ce qui doit relever du court terme et du long terme dans les réformes à conduire. Il est désormais nécessaire d'agir sans attendre, pour transformer nos modes de production et de consommation, et rendre nos modes de vie soutenables pour nous et pour nos enfants.*

J'ajouterais: Et tout cela doit se faire par la mobilisation sociale et par l'action politique, car les choix ne peuvent être simplement des choix individuels, basés sur une sorte de responsabilisation des citoyens. Car cela conduirait simplement à permettre aux riches et aux bobos de se donner bonne conscience en achetant bio, en plaçant des panneaux photovoltaïques payés par la collectivité sur le toit de leur villa, et en payant leur cotisation annuelle à Médecins sans frontières. Et à maintenir le reste de la population dans l'aliénation et l'exclusion culturelle et financière.

La Belgique est un pays prospère, et nous sommes des citoyens du monde privilégiés. Nous sommes 4 fois plus riches qu'il y a cinquante ans. Et le patrimoine global des Belges (735 milliards d'euros en 2010 !) est supérieur à ce qu'il était avant le déclenchement de la crise financière ! L'élévation continue du niveau de vie ne relève pas du mérite individuel, elle est une oeuvre collective.

C'est grâce à l'action menée pendant des décennies par le mouvement ouvrier et les organisations sociales, et le soutien volontariste d'une partie de la classe politique, que nous avons construit une société où les droits fondamentaux des êtres humains sont rencontrés pour la majorité de la population, où la sécurité d'existence est assurée au plus grand nombre par une protection sociale solidaire, par un système fiscal développé, par des services publics de qualité.

Nous le savons: le problème est que cette prospérité est plus inégalement répartie qu'elle ne l'a jamais été. Notre sécurité sociale n'empêche pas qu'une large part de nos concitoyens soient maintenus dans la pauvreté, notre fiscalité ne parvient plus à réduire les inégalités et est de plus en plus contestée et détournée, nos services publics ne jouent pas de manière satisfaisante leur rôle de service à la collectivité.

Et si les droits fondamentaux à un revenu décent, à un logement de qualité, à une santé, un emploi et une éducation sont accessibles à beaucoup d'entre nous, ils sont inexistantes pour de très nombreuses personnes. Près de 20 % de la population vit dans la pauvreté ou dans la précarité. Quelque 70.000 familles se trouvent sur une liste d'attente pour pouvoir bénéficier d'un logement social. 18 % des gens ne partent jamais en vacances. Tout cela dans une société où des dirigeants d'entreprises s'octroient des rémunérations hallucinantes dont on se demande simplement ce qu'ils peuvent en faire !

Nous devons donc être convaincus et avoir l'ambition de mettre en oeuvre des réformes radicales. En matière fiscale, l'économiste français Thomas Piketty parle de la faillite de nos systèmes d'impôts sur le revenu, et en appelle à une révolution fiscale. Car nous avons aujourd'hui des systèmes fiscaux qui sont devenus nettement moins progressifs et même régressifs pour les plus hauts revenus: à mesure qu'on monte dans l'échelle des revenus, le taux effectif d'imposition diminue, notamment en raison de ce que les Français appellent les nombreuses niches fiscales.

Il propose de mettre en place un système à la fois plus juste et plus simple, plus transparent, débarrassé de toutes sa complexité de niches fiscales, d'ingénierie, sans parler des possibilités de fraude, qui permet notamment à ceux qui en ont les plus gros moyens de se bâtir des fortunes colossales et aux entreprises les plus puissantes d'échapper à l'impôt (Liliane Bettancourt, une des plus grandes fortunes de France, a payé en impôt 9% de ses revenus en 2009, et l'impôt de la CLT, société d'Albert Frère, était en 2005 de 2880,87 euros pour un bénéfice de 1,48 milliards d'euros, je répète: 2880,87 euros d'impôt pour 1,48 milliards d'euros de bénéfice, soit un taux d'imposition de 0,0002% ! Avec les intérêts notionnels, le système des revenus définitivement taxés et d'autres joyeusetés, nous avons en Belgique des entreprises, comme INBEV, SOLVAY ou BELGACOM qui font des bénéfices gigantesques et échappent complètement à l'impôt.)

Top 50 des entreprises belges : bénéfice total de 42,7 milliards d'euros, sur lequel elles payent à peine 0,2 milliard d'impôts. Soit un taux d'imposition de 0,57%. Si elles avaient payé le taux normal de 33,99%, ce sont 14,3 milliards qui seraient rentrés dans le budget de l'État.

Car cela a un double effet: d'abord, de permettre aux plus riches de ne pas contribuer proportionnellement à l'effort collectif, mais en plus de faire perdre à l'impôt sa légitimité aux yeux de tout un chacun, et, c'est un comble, aux yeux de ceux qui devraient être les premiers bénéficiaires de ce système de solidarité.

L'objectif est finalement assez simple: les revenus stagnent et les patrimoines prospèrent; il faut donc opérer la transition d'une fiscalité essentiellement centrée sur les revenus du travail vers une fiscalité sur les patrimoines. Ce qui peut se faire rapidement, ici et maintenant, et sans attendre que les autres pays européens ou le monde entier en fasse autant ! D'abord en globalisant la base taxable, en intégrant le capital, notamment sous la forme d'une Cotisation sociale généralisée, d'une part, et en instaurant une fiscalité réellement progressive qui touche davantage les gros patrimoines, mobiliers et immobiliers. Et aussi en réinstaurant une imposition plus équitable des sociétés, qui empêche que celles qui en ont les moyens parce qu'elles sont justement particulièrement profitables puissent utiliser les nombreux trucs et ficelles qui leur permettent de payer les contributions ridicules qui sont les leurs aujourd'hui.

Ce n'est qu'avec une telle réforme fiscale que nous pourrions réconcilier les citoyens avec l'impôt et réduire significativement les inégalités dans notre pays.

Sur le plan de la protection sociale, des pensions, des revenus de remplacement, il est incontestable que, si la Belgique s'en sort plutôt mieux que les pays qui nous entourent, c'est précisément parce que nous avons un système plutôt performant de sécurité sociale, et que ce système est maintenu et

même quelque peu renforcé et amélioré, par exemple par les mesures d'adaptation des allocations au bien-être et de relèvement des minimas sociaux. Nous avons, au cours de cette Semaine Sociale, bien vu que notre sécurité sociale était non seulement un outil performant pour la cohésion sociale, mais aussi sur le plan du développement économique. D'une certaine façon, elle est un instrument révolutionnaire, à contre-courant du libéralisme ambiant, et qui a été relégitimé par la crise.

Contrairement à l'Irlande, l'Angleterre, la Grèce et beaucoup d'autres, notre gouvernement en affaires courantes ne développe pas, pour le moment en tout cas, cette politique d'austérité qui provoque ailleurs de véritables catastrophes sur le plan social.

Cela dit, notre gouvernement d'affaires courantes doit se limiter à faire de la gestion, pas de la gouvernance, ce qui l'empêche de prendre les mesures volontaristes nécessaires qui doivent permettre de relever les défis qui sont aujourd'hui à nos portes, comme le vieillissement de la population et l'avenir de notre système de retraites, et l'enjeu climatique pour lequel nous devons sans tarder modifier nos consommations énergétiques. Car, comme le dit le dicton, gouverner, c'est prévoir !

À ce sujet, sur le blocage politique que connaît notre pays, je ne vais pas trop m'étendre. Simplement ceci: Nous ne sommes pas naïfs, et nous savons que les choses sont extrêmement complexes. Mais il me semble qu'il est urgent que la raison s'impose, que le sens des responsabilités l'emporte sur les petits jeux politiques. Certains, au nord comme au sud du pays, ont fait preuve de ce sens des responsabilités, en proposant de s'accorder sur une réforme d'envergure. Dont plusieurs éléments nous paraissent déjà aller trop loin, d'ailleurs, comme la défédéralisation des allocations familiales, que nous trouvons inopportune et, même carrément insensée. Si d'autres partis veulent affaiblir l'État fédéral, lui retirer les moyens de mener les politiques de solidarité et de justice sociale dont il est le garant (90 % du coût du vieillissement est pris en charge par le niveau fédéral), s'ils veulent faire cela pour pouvoir démontrer demain que l'État fédéral n'est plus nécessaire, alors il faut en tirer les conclusions qui s'imposent. Tous ceux qui refusent ce scénario doivent prendre leurs responsabilités à l'égard des citoyens, et décider de conclure un accord: après tout, c'est une coalition soutenue par plus de 65 % des électeurs qui peut s'entendre sur le refus d'un scénario de scission, et qui peut demain se présenter avec un bilan positif: celui d'avoir sorti notre pays de l'ornière, d'avoir remis en route nos institutions et de redonner à nos concitoyens le désir et le goût de vivre ensemble.

Mais notre ambition doit aussi nous conduire à *sortir du cadre*, c'est-à-dire à poser des questions fondamentales sur notre mode de vie. Pas de façon individuelle, en culpabilisant celles et ceux qui mangent mal ou qui vivent dans des passoires énergétiques ! Mais en menant un combat politique, et en proposant des solutions collectives qui permettent d'assurer la transition vers une société juste et écologique.

La catastrophe nucléaire vécue par le peuple japonais montre à suffisance que notre dépendance à l'énergie nous pousse à prendre des risques insensés qui mettent en péril la survie de l'humanité. Notre modèle occidental de production et de consommation est insoutenable: il est basé sur une exploitation qui va vers l'épuisement des richesses de la planète tout entière, et ne peut se pérenniser qu'en maintenant les pays pauvres dans la misère. Le pic pétrolier est à nos portes, et il en est de même de la plupart des autres ressources naturelles (voir Tim Jackson). Mais également des terres et des mers, qui font l'objet d'un véritable accaparement par les entreprises multinationales des pays riches et de certains pays émergents: avec la hausse des prix agricoles, on assiste ces dernières années à une véritable ruée sur les terres des pays en voie de développement; et les pêcheurs sénégalais deviennent des sans-papiers dans les pays européens, car ils perdent leur emploi en

raison de la pêche industrielle opérée dans leurs eaux par les multinationales occidentales.

Nous devons nous interroger sur la *religion de la croissance* que nous nous sommes laissés imposer depuis plusieurs dizaines d'années, et qui ne conduit pas la majorité d'entre nous au bonheur. Au coeur de cette religion, on trouve le dogme de la compétitivité, qui a été en Europe sacralisé en 2000 par la stratégie de Lisbonne.

Comme le dit Henri Houben , en matière économique, *la compétition est sans fin et impitoyable. Son but, dans le chef des entreprises, est l'élimination définitive du rival. Les mécanismes de marché, la nécessité de posséder des capitaux de plus en plus importants, le besoin d'avoir une maîtrise constante et croissante des technologies ainsi que des processus de production entraînent inexorablement la disparition des moins solides jusqu'à ce qu'il n'en reste qu'un.*

C'est cette option économique qui permet aujourd'hui à l'Allemagne de prétendre être le modèle à suivre. Une Allemagne où les conditions de travail se sont fortement dégradées au cours des 10 dernières années. Où le pourcentage des contrats atypiques est passé de 19,5% en 1992 à 35% en 2009. Où le nombre de personnes en situation de pauvreté a augmenté de 26% durant les 5 dernières années. Voilà ce que donne une politique de relance par la compétitivité, qui ne peut fonctionner qu'au détriment des travailleurs du pays concerné et de ceux des pays importateurs, qui devront demain subir les mêmes flexibilités et dérégulations.

Cela, c'est le modèle allemand, basé sur la compétitivité des travailleurs.

Un autre modèle de compétitivité, c'est celui de l'Irlande, qui a construit sa croissance en étant un paradis fiscal pour les entreprises. On peut parler aussi de la Grèce, qui a réduit l'impôt des sociétés de 40 à 24 % au cours de la dernière décennie. Dans les deux cas, les gouvernements se sont privés de ressources et ont creusé leur déficit. Ce qui conduit aujourd'hui à des plans d'assainissement drastique qui démantèlent la protection sociale et privatisent les services publics.

Si tous les pays européens font la même chose, la faillite est au bout du chemin, puisque 80% des échanges commerciaux en Europe sont intraeuropéens.

Ceux qui essaient de nous faire croire que c'est par la compétitivité et la croissance qu'on aboutira au plein emploi nous mentent. Les recettes prônées actuellement par les institutions européennes relèvent de la supercherie. Car ce n'est pas 2 % de cette croissance qui permettront de créer l'emploi net qui permettrait de faire reculer de manière décisive le chômage structurel que connaissent nos sociétés.

Il faut donc en finir avec ce dogme de la croissance. En questionnant le contenu de cette croissance: quelle croissance voulons-nous ? Et surtout comment en répartir équitablement les fruits ? La croissance que nous voulons, c'est une croissance mieux maîtrisée, c'est-à-dire qui ne détruit pas la Terre, et mieux répartie, c'est-à-dire qui bénéficie au bien-être de tous, ici et partout dans le monde.

Nous sommes pour la croissance et la création de nouveaux emplois dans les services non marchands, dans l'économie sociale et solidaire, dans le développement local par les circuits courts. Et nous sommes pour une meilleure répartition de l'emploi disponible de manière à ce que chacun y ait accès.

Le fameux slogan sarkhoziste « Travailler plus pour gagner plus » a fait des émules en Belgique, puisqu'on a défiscalisé les heures supplémentaires ! Mais, au contraire, nous devons travailler moins! Pas pour gagner moins ou pour se la couler douce, mais tout simplement pour vivre mieux. Car cela pose aussi la question du temps: accroître le temps libéré, c'est nécessaire pour arriver à

plus d'égalité dans la répartition des rôles sociaux entre les hommes et les femmes, et pour développer la participation citoyenne et culturelle du monde populaire. Ce sont des questions démocratiques fondamentales: le droit pour tous, et particulièrement les jeunes, d'accéder à un emploi et à un revenu; l'égalité entre les hommes et les femmes, qui doit mettre un terme à la précarité de l'emploi, ce qui est la seule perspective offerte à un grand nombre de femmes; le droit à une participation effective à la société pour les personnes du monde populaire qui en sont aujourd'hui exclues.

Voilà pourquoi nous devons aussi contribuer à obtenir pour toutes et tous plus de qualité de vie et de pouvoir d'achat collectif, par les fonctions collectives, par les services publics, par le droit d'usage plutôt que celui de la propriété.

Ce qui nous est proposé aujourd'hui comme seule option est la consommation individuelle permanente. Et le pouvoir économique est dans l'obsession du maintien de la croissance, qui est, comme le dit Hervé Kempf, *l'instrument idéologique utilisé par les membres de l'oligarchie financière et économique pour maintenir leur situation privilégiée.*

Le mouvement ouvrier a depuis toujours visé l'émancipation, individuelle et collective, du monde du travail, par la démocratie sociale et culturelle. Le concept apparaît peut-être aujourd'hui comme un peu daté, et pourtant il est sans doute plus nécessaire que jamais.

C'est le combat de la gauche, que le MOC entend plus que jamais mener, avec tous ceux, militants, associations, mouvements, partis, qui partagent ce projet d'égalité auquel nous devons redonner vigueur.

Pour conclure, je voudrais me permettre de vous livrer une réflexion que Michel Molitor a proposée à l'occasion des 50 ans d'Entraide et Fraternité, le 2 avril dernier:

Sans doute la multiplicité et la complexité des problèmes du monde est-elle de nature à créer le découragement, mais ce n'est pas une raison pour rester sur le seuil de la porte, encore moins pour s'enfermer à double tour dans le confort illusoire de l'aveuglement. J'ai un ami, disait-il, spécialisé dans l'invention de proverbes arabes. Sur ceci, il dirait : ce n'est pas garder la tête froide que de l'enterrer dans le sable. Courber le dos et attendre que passe la tempête n'a pas de sens ; elle ne passera pas et il nous faut nous engager au coeur du monde tel qu'il existe, avec ses drames, mais aussi avec ses réseaux de solidarité, avec la conviction qu'une terre plus juste est possible. La conviction de la nécessité et de la justesse des combats que nous menons sont autant de garanties que le futur que nous appelons de nos vœux devienne un futur possible.

Chères amies, chers amis, nous avons ces convictions, mais nous n'avons pas de certitudes. Nous sommes habités par le doute, et c'est fort bien. Comme le dit Stéphane Essel, *gare à l'avenir et vive l'avenir ! Ne sous-estimons pas les dangers, et sachons en même temps que tout danger peut être confronté et surmonté.*

Ce doute doit donc être pour nous un chemin de réflexion, de recherche, qui nous conduit à notre conviction: nous pouvons construire un monde où chacun pourra mener une vie tout simplement humaine.

Je vous remercie de votre attention et vous invite à prendre le verre de l'amitié.

Thierry Jacques
Président